

"La Lorgnette"



Rédaction

Pierre Titeux

Conception graphique

Mathieu Rütimann

Mise en page

Alain Geerts

Editeur responsable

Christophe Schoune, 6 boulevard du Nord, 5000 Namur

Imprimé sur papier 100% recyclé et blanchi sans chlore.

© Fédération Inter-Environnement Wallonie, décembre 2009

Avec le soutien de la Communauté française de Belgique



"La Lorgnette"

une autre façon de voir
l'actualité environnementale

sommaire

Face aux crises, la cécité fait loi	6
L'édifiante histoire de Monsieur Jean	8
La révolution en dormant	10
Elle (et nous)	12
La Science est grande et le Politique est son prophète	14
Plus écolo qu'Ecolo (et vice-versa)	16
Lâchez-nous le slip !	18
La maison du Père René	20
Une couche de vert ne suffira pas	22
Nous sommes tous des esclavagistes	24
Le Petit Nicolas fait la révolution	26
Le syndrome L'Oréal	30
Copenhague Disco Club, with DJ Kofi & Guests	32
Qui aime le vent récolte la tempête	36
La question climatique ne nous concerne plus...	38

Face aux crises, la cécité fait loi

La crise financière qui secoue ces temps-ci les pays dits développés présente une ressemblance flagrante avec la crise climatique qui couve et frappera demain la Planète tout entière : dans un cas comme dans l'autre, le mal aura pu poursuivre sa paisible gestation dans les entrailles d'une société refusant de voir les signes avant-coureurs des cataclysmes nourris en son sein.

Soyons objectifs : seule une grande naïveté ou une insolente mauvaise foi peut conduire à s'étonner de la débandade boursière survenue ces derniers mois. Il n'était en effet nul besoin d'être titulaire d'un doctorat en économie pour comprendre que la spéculation financière à l'œuvre depuis des années échappait à toute rationalité et déconnectait le marché des capitaux de l'économie réelle. Il ne s'agissait plus de financer l'activité pour en récolter à terme les dividendes mais bien d'engranger au plus vite des plus-values optimales en achetant et vendant des titres comme on joue au bonneteau. Cette course au gros lot avait déjà causé, au tournant des années 2000, la chute du NASDAQ, l'indice des valeurs technologiques gonflé comme une baudruche par l'explosion d'Internet et de ses dérivés avant d'exploser et de retomber dans la réalité du marché. Eh oui, avant la bulle financière, il y avait eu la bulle technologique. Même cause – des valeurs dont les cours montent non en raison de leur valeur réelle mais des espoirs de jack-pot que l'on place en elles – et même effet – une chute aussi irrationnelle que la hausse sitôt que le doute vient miner ces espoirs. Experts et analystes avaient maintes fois tiré la sonnette d'alarme, un premier accident avait démontré les failles du système, en vain.

Il en va de même pour la crise climatique. Il faut être grandement naïf ou d'une mauvaise foi crasse pour croire que les outrages que nous infligeons à la Planète resteront impunis. Un minimum de bon sens suffit pour se rendre compte que nos modes de production et de consommation sont incompatibles avec notre environnement, ses limites et ses contraintes. Nous vivons à crédit en voulant ignorer que, tôt ou tard, il nous faudra régler la note majorée d'intérêts à la hauteur de nos folies.

Depuis des décennies, les pionniers de l'écologie préviennent du danger. La communauté scientifique s'est penchée sur le problème, a acté sa réalité, averti de la menace et appelé à l'action. Des experts ont analysé les conséquences potentielles de cette crise en termes environnementaux mais aussi sociaux, économiques et humanitaires. Les premiers dérèglements se font d'ores et déjà sentir et certaines régions du globe leur paient le prix fort. Tout pousse à agir vite et fort. En vain.

Face aux crises, la cécité fait loi...

Pour la crise financière, la facture se chiffre en milliards d'Euros d'aides publiques, en dizaines de milliers d'emplois perdus, en remises en cause (passagères, n'en doutons pas...) du modèle économique. Avec la crise climatique, malheureusement, le décompte risque de mettre une hypothèque sur le devenir de la Planète et de ses occupants. ///

3 février 2009

L'édifiante histoire de Monsieur Jean

Monsieur Jean¹ habite un village coincé entre l'autoroute E411 et la Nationale 4, sur la ligne de démarcation entre les territoires namurois et brabançon wallon. Un de ces villages mutants, déchirés entre leur identité rurale historique et un devenir de cité dortoir, où les pâtures à vaches cèdent peu à peu le pas aux enclos pavillonnaires et où les voiries autrefois paisibles servent aujourd'hui d'arènes à la lutte de tous les instants que se livrent véhicules agricoles et flotte automobile sous l'œil apeuré de quelques antiques autochtones montés sur deux roues.

Monsieur Jean habite une quatre façades, coquette mais sans ostentation. Ses 15 ares attenants sont équitablement répartis entre une pelouse impeccable et un vaste parvis de béton. C'est que Monsieur Jean héberge une épouse et deux grands enfants, ce qui fait un 4X4, une berline et deux petites voitures à parquer. Le garage étant squatté par deux quads (« *Tant qu'à être à la campagne, autant en profiter, hein!* ») et un motoculteur, il n'entrevit d'autre alternative que de transformer ce qui fut auparavant un potager puis un enclos pour Shogun (berger allemand et aboyant exilé entretemps sur la terrasse arrière) en un pavage dont la virginité est régulièrement préservée à grands renforts de Round Up®. Et tant pis si à chaque averse tant soit peu importante, il faut brancher la pompe pour vider les caves de l'eau que cette calotte imperméable y a fait dévaler.

L'été dernier, comme beaucoup d'autres dans le village, le toit de Monsieur Jean s'est couvert de panneaux photovoltaïques – « *Avec leurs primes et tout le bazar, c'est sacrément intéressant ! Moi qui consomme beaucoup, je vais sentir la différence...* ». Les premiers à sentir - ou plutôt « à voir »... - cette différence, ce furent les voisins. Le parvis-parking de Monsieur Jean concurrence en effet désormais notre réseau autoroutier en bénéficiant d'une illumination non stop du crépuscule à l'aube.

Il y a quelques jours, une pelleteuse a pris possession de la pelouse de Monsieur Jean. Comme souvent, l'explication est venue de la voisine, dépositaire et commentatrice en temps réel des faits, gestes et « on dit » de l'actualité locale : Monsieur Jean fait construire une piscine. (« *Chauffée, il paraît. Je me demande vraiment comment certains font...* »)

Fin de l'histoire. La morale ? Il n'y en a pas. ///

3 mars 2009

1 Les faits évoqués ici sont rigoureusement authentiques. Le prénom a été banalisé car l'histoire recèle un intérêt plus emblématique que spécifique.

La révolution en dormant

Et si, finalement, la meilleure chose à faire pour lutter contre les changements climatiques et les autres atteintes à notre environnement était de... ne rien faire? Je sais, exprimée de la sorte, l'hypothèse peut paraître saugrenue voire franchement stupide. Pourtant, derrière son apparence délibérément provocatrice et profondément démobilisatrice, elle affiche une pertinence et une lucidité que l'on peut nuancer mais difficilement nier. Démonstration.

Quiconque maîtrise les données du problème s'accorde sur un constat : l'humanité se trouve aujourd'hui à un tournant de son histoire ; il lui faut repenser totalement son mode de vie, ses manières de produire et de consommer sans quoi la pression qu'elle exerce sur son environnement conduira à des explosions en chaîne. Cela a été dit, redit, répété et martelé. En vain. Les échéances clés se rapprochent à grande vitesse, la machine infernale semble s'emballer mais nous restons impassibles face à un phénomène qui nous dépasse. Et c'est bien là que se situe le problème : ce dont on nous parle échappe à notre entendement. Que signifie en effet pour le citoyen Lambda la notion de « changements climatiques » ? Il peut déplorer l'estompement des saisons, les étés pourris ou un temps trop souvent « dégueulasse » ; de là à faire le lien entre ces constats aussi empiriques que badins et un réchauffement global sensé avoir des effets catastrophiques... De même, faire comprendre à Lambda que ses choix quotidiens influent sur le phénomène alors que tout autour de lui continue à l'inciter aux comportements déclarés condamnables s'apparente à une expérience touchant aux limites du rationnel. Rouler moins alors que les publicités pour voiture squattent l'espace ? Faire de l'avion un transport d'exception alors qu'une semaine « All In » en Egypte s'avère plus économique qu'un week-end en Ardenne ?? Produire et consommer moins alors que le discours ambiant assène à longueur de journée que la sortie de crise passera par une

relance de la production et de la consommation ??? Face à ces discours schizo-phréniques, notre citoyen se montre pragmatique et égocentrique. S'il passe aux ampoules électriques ou diminue la température de son *sweet home*, c'est dans l'optique de préserver l'état de ses finances et non le bien-être de la Planète. Pour le reste, il fait ce qui lui plaît et que ceux qui ne partagent pas cette philosophie lui jettent la première pierre. (Autant dire qu'il devrait sortir sans trop de dommages de cette lapidation...)

Soyons honnêtes et refusons l'hypocrisie politiquement correcte qui voudrait que l'Homme soit un animal intrinsèquement bon et généreux. Si ce qui motive son action était le bien commun, il y a longtemps que la pauvreté serait éradiquée, l'accès à l'eau potable généralisée et le développement mondialisé (liste malheureusement non exhaustive). On disserte depuis des siècles sur la question, les plus éminents philosophes y sont allés de leurs contributions sans jamais faire consensus mais les faits sont là, plus implacables aujourd'hui encore qu'hier : notre moteur existentiel fonctionne au matériel, à ces biens que nous consommons, accumulons ou fantasmons. Espérer une remise en cause collective de cette « valeur » essentielle pour solutionner un problème dont une infime minorité a conscience se situe au-delà de l'utopie. Les grandes réformes sociales ont abouti parce que le progrès collectif rejoignait les avancées individuelles. C'est l'agrégat des aspirations personnelles qui a fait triompher la revendication collective. On peut le déplorer mais c'est un fait : on se mobilise peu pour les causes étrangères à notre vécu, aussi nobles, interpellantes et urgentes soient-elles. Or, l'enjeu environnemental reste trop vaste et trop flou pour susciter appropriation, mobilisation et revendication.

Partant de là, il appartiendrait au politique de réorienter les choses au nom de l'intérêt collectif. Seulement voilà : nos dirigeants doivent compter avec l'égocentrisme de l'électeur-censeur. Mieux vaut dès lors ne pas nourrir de trop grands desseins : une baisse d'impôt est plus profitable à la réélection qu'un plan de réduction massive des émissions de gaz à effet de serre.

Alors, il reste à attendre que le mal fasse son œuvre, que la situation se dégrade à un point tel que ses conséquences nous affectent directement ou influent sur les choix stratégiques des maîtres de l'économie. Bien sûr, il sera trop tard pour éviter tout ce qui pouvait l'être, certains dommages s'avèreront irréversibles mais les actions fortes et radicales demandées en vain depuis de trop nombreuses années se mettront enfin en œuvre. Parce que la gravité du mal et l'urgence du traitement ne toléreront plus le moindre évitement. Ce sera dur, désagréable mais incontournable.

Et nous voilà revenus à notre hypothèse originelle : au regard de cette grille d'analyse, la meilleure chose à faire serait bel et bien de ne rien faire afin d'accélérer le processus de délitement et arriver plus vite à ce point de rupture qui imposera le changement. Faute d'une évolution volontaire, autant ne pas retarder une inévitable révolution autoritaire... Evidemment, cela demande une dose de cynisme incompatible avec l'existence même de cette analyse.

Bon, allez, je vais me prendre un Xanax®. ///

16 mars 2009

ELLE (et nous)

Elle a 28 ans et le désenchantement de ceux dont le présent hypothèque l'avenir. Désenchantée mais pas résignée ; elle avoue « *Je n'aurais jamais cru en arriver là...* » mais enchaîne en constatant « *En fin de compte, je vis mieux maintenant qu'avant!* ».

Avant, c'est lorsqu'elle avait un travail. Secrétaire à 1.200 euros mensuels. « *Dont plus de la moitié passait dans le loyer.* » Aujourd'hui, elle émarge au club des demandeurs d'emploi et témoigne dans le cadre d'une série de reportages que France-Inter réalise sur le thème « Comment vivent-ils la crise ? ». (Au sortir d'un flash infos égrenant le cha-pelet des licenciements et ressassant le scandale des parachutes dorés, l'interrogation se teinte de surréalisme, hésitant entre acuité et ironie.)

Elle, la crise, elle la vit étrangement bien. Il faut dire que quand on n'a plus rien, on n'est pas miné par la crainte de le perdre... Chômeuse en fin de droits avec quelques centaines d'euros par mois pour survivre, cela fait quelque temps déjà qu'elle a rangé appartement et pouvoir d'achat dans le tiroir des souvenirs. Elle évolue désormais dans une société parallèle où la débrouille et la solidarité ont remplacé la consommation et l'argent. Elle habite un squat et raconte : « *Tous les meubles, on les a récupérés sur les poubelles. On partage le maximum de choses, lave-linge etc. Quand on a besoin d'une voiture, un voisin nous prête la sienne et on le dédommage par l'un ou l'autre service. Certains vont récupérer des denrées alimentaires dont les grands magasins se débarrassent. Moi, personnellement, je ne le fais pas mais je profite de ce qu'ils ramènent...* » Et au final, même si elle « *n'aurait jamais cru en arriver là* », elle reconnaît qu'elle « *vit mieux maintenant qu'avant* ».

La voix est claire, déterminée, sans amertume ni affliction. Elle capte l'intérêt, éveille l'attention et met la réflexion en branle. Il y a dans ce témoignage une force et une dignité

qui imposent de dépasser le stade de la colère.

Bien sûr, il atteste de la brutalité et de la radicalité avec laquelle « notre » système économique génère de la précarité et expulse dans ses marges celles et ceux dont il ne peut (plus) tirer profit. Parce qu'elle méprise l'humain, qu'elle violente les destins, cette casse sociale est aussi intolérable qu'inexcusable. Mais par-delà un indispensable sentiment de révolte, on peut voir dans ce récit la preuve par l'exemple que nous sommes capables de vivre hors du modèle de consommation que l'on nous impose, que « *Moins de biens, plus de lien* » est autre chose qu'un slogan utopiste. Alors, pas question de tomber dans l'angélisme, de considérer benoîtement qu' « *A quelque chose malheur est bon* » et de prôner un *think pink* plus cul-cul que baba et plus con que cool. La vigilance et la colère restent de mise pour dénoncer et combattre une économie qui considère le sort de sa main d'œuvre comme une variable d'ajustement. Mais à travers son témoignage, « elle » nous démontre qu'il y a une vie et une forme d'*être bien* possibles par-delà le modèle dans lequel on nous enferme. « Elle » atteste explicitement que « moins » peut-être synonyme de « mieux » et que l'appel à un changement de paradigme, la remise en cause de la croissance et de la consommation à tout crin ne signifient nullement un retour en arrière, une régression soci(ét)ale.

Si je-tu-il-nous-vous-ils pouvaient en prendre conscience autrement que sous la contrainte des événements, l'avenir de la Planète et de ses locataires s'éclaircirait grandement... ///

2 avril 2009

La Science est grande et le Politique est son prophète

Conjuguant sa discipline de prédilection avec une approche pédagogique résolument positiviste et une philosophie nourrie de bon sens paysan, mon professeur de mathématiques se plaisait à corriger mes errements en commentant : *« Ne vous en faites pas, on n'apprend bien que de ses erreurs. La prochaine fois, vous ne vous ferez plus avoir... »* Et, ma foi, il n'avait pas tort. Enseigné de mes fautes et de leurs conséquences, j'évitais généralement de les reproduire.

Il semble malheureusement que la collectivité humaine éprouve quelque difficulté à intégrer ce précepte et s'obstine à reproduire des schémas erronés dont l'échec lui a pourtant été dûment signifié. Ainsi, il est aujourd'hui acquis que nous sommes confrontés à une crise environnementale majeure résultant d'une exploitation outrancière de la Planète. Fort de ses connaissances scientifiques et de sa puissance technologique, l'Homme s'est senti « Maître du Monde », méprisant les équilibres vitaux pour asservir la terre à ses besoins jusqu'à ce que la Nature lui rappelle ses limites. Cette situation aurait dû lui apprendre l'humilité, lui inculquer le respect du monde dans lequel il évolue et duquel il dépend, l'inciter à développer une autre relation à son environnement que cette domination scientifico-technologique. Au lieu de cela, le sentiment perdure que notre salut viendra de la technique, de la soumission des éléments rebelles...

John Holdren, conseiller scientifique en chef de Barack Obama, vient ainsi d'évoquer la possibilité de recourir aux technologies de « géo-ingénierie » pour lutter contre les changements climatiques. Les solutions envisagées vont de l'installation dans l'espace de miroirs qui réfléchiraient la lumière du soleil, à la fertilisation des océans avec du fer afin de favoriser la croissance des algues pouvant capturer le dioxyde de carbone de l'atmosphère en passant par l'ensemencement de nuages qui renverraient les rayons

du soleil vers l'espace...

Certes, il ne s'agit encore que d'une hypothèse et le Bureau de Politique Scientifique et Technologique (OSPT) que dirige Holdren s'est empressé de nuancer le propos en précisant que « *l'objectif principal de l'administration – Obama, NDLR – est encore de rechercher la mise en place de législations en matière d'énergie qui peuvent nous rapprocher d'une économie basée sur une énergie propre et peuvent créer des emplois verts tout en réduisant la dépendance au pétrole venant de l'étranger* ». Il n'empêche: le simple fait d'évoquer une telle piste traduit un état d'esprit d'autant plus inquiétant que Holdren lui-même avait affirmé il y a moins de deux ans, dans un discours à l'occasion de la réunion annuelle de l'Association Américaine des Sciences, que « *la croyance dans les miracles de la technologie est généralement une erreur* ». La lucidité d'alors semble avoir cédé le pas à une confiance aussi aveugle que dangereuse.

C'est en jouant les apprentis sorciers, en usant et abusant de nos joujoux technologiques sans nous soucier de leurs effets secondaires que nous en sommes arrivés à la situation de crise actuelle. En interférant directement sur des processus naturels, la « *géo-ingénierie* » est potentiellement porteuse de dommages dont nous ne pouvons même pas imaginer l'ampleur. Céder à cette facilité est donc la dernière chose à faire... même si cela peut paraître plus simple que d'opérer une remise à plat et une révision en profondeur de nos comportements. Avec la « *géo-ingénierie* » (mais aussi en investissant des sommes astronomiques dans des projets tels qu'ITER qui veut laisser croire en une énergie sans limite grâce à la fusion nucléaire), nous refusons de regarder la réalité en face et voulons continuer à croire que tout peut continuer comme avant. C'est oublier que, pour reprendre les paroles d'Einstein, « *il n'est pas possible de résoudre un problème avec la même disposition d'esprit que celle qui l'a créé...* ». ///

28 avril 2009

Plus écolo qu'Ecolo (et vice-versa)

La curieuse info que voilà... Dans le cadre de sa désormais traditionnelle étude d'opinion sur les Belges (enfin, les Wallons et les Bruxellois) et l'environnement, *Le Soir*¹ s'est intéressé à l'empreinte écologique de huit personnalités politiques, quatre par région sondée et un par parti francophone ayant pignon sur rue. Et plus que dans les résultats très politiquement corrects du sondage (oui, oui, nos chers concitoyens sont préoccupés par l'état de la Planète et oui, oui, oui, ils sont prêts à modifier leurs comportements - enfin, pas trop quand même! - pour la soigner), c'est dans cette évaluation de nos éminences que l'on trouve matière à réflexion.

Fût-ce pour la forme, on éprouve quelque difficulté à s'étonner de voir les deux MR de service monopoliser le statut de cancre. Il convient toutefois de souligner la performance de Serge Kubla qui obtient à lui seul une empreinte écologique supérieure à celles cumulées des deux premiers de la classe bruxelloise... On peut affirmer sans risquer le procès d'intention que cela n'est pas de nature à troubler la sérénité de l'édile waterlootois et qu'il risque même de trouver là un motif de fierté, ce résultat illustrant la cohérence entre ses valeurs, ses discours et ses comportements.

La surprise surgit à l'étage inférieur - ou supérieur, c'est selon - où, tant en Région bruxelloise qu'en Wallonie, on trouve... le représentant Ecolo. Avec une « empreinte » respective de 3,4 et 3,9 hectares, Evelyne Huytebroeck et Bernard Wesphael sont distancés par Charles Picqué (2,8) et Benoît Cerexhe (2,5) d'une part, Paul Magnette (3,6) et André Antoine (3,0) d'autre part. Troisième sur quatre d'un classement censé jauger le comportement environnementalement responsable de nos représentants, il n'y a vraiment pas de quoi fanfaronner lorsque l'on s'affiche sous la casaque écologiste.

Face à cette situation pour le moins paradoxale, de deux choses l'une: ou bien les

autres flirtent avec le faux témoignage, ou bien les Verts éprouvent (comme tout un chacun) de sérieuses difficultés à mettre leurs préceptes en pratique.

Connaissant le souci de l'image et l'approche résolument médiactive de Madame leur présidente, on peut subodorer chez les démocrates humanistes une volonté de minimisation de leur impact environnemental. Il n'en reste pas moins vrai que les deux représentants socialistes affichent eux aussi un résultat meilleur que celui des Ecolo et qu'il serait trop facile de mettre cela sur l'honnêteté des uns et la manipulation des autres. Considérons plutôt qu'entre les principes et les actes, il y a un fossé dont on ne mesure pas toujours la profondeur. Acceptons également le fait que, par-delà l'authenticité de nos discours et de nos engagements, les petits accommodements avec la vertu ne sont pas dénués de conséquences. Le cas d'Evelyne Huytebroeck est de ce point de vue symptomatique.

En dépit de comportements labellisés éco-responsables (préférence donnée aux fruits et légumes locaux et de saison, maison très bien isolée, électricité verte...), la ministre bruxelloise affiche une empreinte écologique moyenne sinon mauvaise. L'explication (assumée) réside dans un goût affirmé pour les voyages nécessitant le recours à l'avion, ce qui se paye cash en terme d'hectares « consommés ». Et le joker de la compensation des émissions de carbone générées par ces déplacements touristique-aériens est un trompe l'œil qui ne doit pas nous abuser. Car s'il est à la mode, ce système n'en est pas moins pervers et condamné à terme. Derrière ses apparences responsables et civiques, il recèle en effet un esprit individualiste et cynique fondé sur la primauté des privilèges : tous mes comportements deviennent acceptables pourvu que je puisse en assumer financièrement le prix, sinon les conséquences... La compensation CO₂ des voyages en avion, ce n'est pas mieux (ni pire) qu'une taxation élevée des véhicules polluants, 4X4 et autres. C'est le mythe de l'internalisation des coûts externes qui devient de facto un droit de polluer et/ou de nuire à la collectivité pourvu qu'on y mette le prix. Cela, personne se revendiquant d'un devoir de solidarité ne peut le tolérer. Il ne s'agit plus d'être écolo ou Ecolo mais tout simplement d'appartenir à une espèce dépositaire et responsable d'un patrimoine commun. ///

15 mai 2009

Lâchez-nous le slip !

En ce vendredi 5 juin, Journée mondiale de l'Environnement, France 2 nous offre un moment de télévision édifiant. Je ne parle pas de la diffusion de « Home », le kaléidoscope de Yann Arthus-Bertrand sur le Terre et ses misères, mais de l'interview qui précéda cette grand-messe cathodique (10 millions de fidèles au rendez-vous avec, selon de mauvais perdants, une vague de conversions ayant conduit à l'avènement de la liste Europe Ecologie lors du scrutin européen du surlendemain). Donc, après les badineries d'usage sur un tournage au superlatif - nombre de pays survolés (54); tonnes de CO² compensées (1.500); heures de rushes accumulées (500); millions d'euros dépensés (12); stratégie de diffusion mondialisée (150 pays, 39 langues)... - le journaliste interpelle Arthus-Bertrand sur la morale implicite de son film. En gros, cela donne : « *On ne peut pas conclure sans évoquer le message que vous portez suite aux constats alarmants que vous dressez de l'état de la Planète, à savoir la nécessité de la décroissance...* » S'en suit une réponse argumentée sur base des éléments classiques : l'impact de notre production sur la Planète conjugué aux besoins croissants et légitimes des pays en développement impose que les sociétés les plus riches revoient leur standard de vie; on peut vivre bien et même mieux en consommant moins; etc. etc.

Pour François-Henri Pinault, milliardaire français héritier du groupe Printemps-Pinault-Redoute (19.760 millions de chiffre d'affaires en 2007) et accessoirement producteur-mécène du film venu chaperonner sa danseuse sur le plateau, le propos dépasse les limites de l'économiquement correct. Il se saisit donc immédiatement de la bombe pour la désamorcer : « *Aucune société humaine n'a jamais évolué en revenant en arrière. Il n'est pas question de consommer moins, mais de consommer autrement.* » Sourire coincé du pauvre Yann, merci compassé du présentateur, emportez, c'est pesé. Cet échange est l'illustration parfaite de la schizophrénie de notre société face à l'ur-

gence environnementale (laquelle va bien au-delà de la question climatique). Si chacun s'accorde avec plus ou moins de conviction sur l'existence d'un problème, opérer le lien entre ce problème et nos comportements et, plus encore, accepter le fait que la solution passera impérativement par une profonde remise en cause desdits comportements relève de l'exception remarquable.

On croit, on veut croire ou on feint de croire qu'il suffira de changer les choses à la marge, qu'injecter du vert clair ou foncé dans le système suffira à le rendre viable, qu'on pourra éviter la catastrophe sans arrêter la mécanique qui y conduit. Malheureusement, c'est - selon la position que l'on occupe et la connaissance que l'on a des choses - soit un leurre, soit un mensonge. Certes, le message n'est pas populaire et il est plus aisé d'appeler à consommer « autrement » qu'à consommer « moins ». Mais en se préservant ainsi d'une confrontation à la réalité, on se place dans une position schizophrénique entre signal d'alarme catastrophiste et réaction minimaliste. Et comme « *nous ne tenons la catastrophe pour possible qu'après qu'elle a eu lieu* »¹, on est mal embarqué...

Si le danger existe réellement, dans les proportions que l'on annonce, il faut agir en conséquence, ne pas se contenter de mises en garde plus ou moins appuyées. Pour reprendre l'expression de Lester Brown², on doit se mettre en « *situation de guerre* », mobiliser toutes les forces et les énergies en ce sens, articuler toute l'action politique autour de cette priorité absolue.

Sinon, on donne l'impression de faire beaucoup de bruit pour rien, de crier au loup sans qu'on en voit la queue et, tel Titeuf au comble du ras-le-bol, le citoyen finira par penser « *Lâchez-nous le slip !* ». ///

11 juin 2009

1 Le philosophe Jean-Pierre Dupuy, in « L'Expansion », 1er juin 2007

2 Agroéconomiste et analyste environnemental américain, pionnier de la réflexion sur le développement durable, auteur du « Plan B – Pour un pacte écologique mondial » (Calmann-Levy, Paris, 2007)

La maison du Père René

Il a toujours habité le village. D'abord la ferme du Calvaire, exploitation familiale où il est né et a vécu jusqu'à son mariage, puis cette maison où il abrite ses joies et ses malheurs depuis plus d'un demi-siècle. C'est là qu'il s'est installé avec sa jeune épouse au lendemain de la guerre. Là qu'ils ont développé un commerce qui les occupa jusqu'à la mort de celle sans qui la vie n'eut plus jamais la même saveur.

Lorsqu'il s'y est installé, la maison constituait le centre névralgique du village avec la boulangerie, la boucherie et le café ramassés dans un rayon de 200 mètres. Les habitants venaient à pied ou à vélo faire leurs courses et discuter des dernières nouvelles du coin. Aujourd'hui, il n'y a plus de boulangerie, plus de boucherie, plus de café ; les navetteurs passent en voiture, le regard vide et l'accélérateur nerveux, pressés de regagner leur *sweet home* érigé dans un des innombrables lotissements ayant pris la place des parcelles agricoles.

Immeuble désormais impersonnel posé le long d'une voirie devenue un déversoir automobile permettant de rejoindre la Nationale et l'autoroute, la maison du Père René a pris au fil du temps un caractère invivable. C'est qu'elle a la malchance d'être située au bout de la seule ligne droite que compte cette route d'accès aux voies rapides. Un hectomètre rectiligne qui produit sur les conducteurs un effet semblable à celui du chiffon rouge agité devant le taureau. A toute heure du jour et de la nuit, c'est « la ligne droite des stands » : on met les gaz pour 75 mètres d'accélération forcenée... suivis de 25 mètres de freinage à bloc pour préparer le retour à un tracé tortueux. Qu'il soit au volant d'une voiture, d'une moto, d'un autobus, d'un camion voire d'un tracteur, l'*homo motor mobilis* commun semble incapable de résister à cette tentation de l'emballement moteur. Résultat de cette conduite sportive : des vibrations d'autant plus fortes que le macadam a depuis longtemps rendu les armes et présente un profil de bosses et de

fosses aux effets démultiplicateurs. Chacun dans la rue connaît les armoires qui tres-sautent et les livres glissant sur les rayons des bibliothèques. Mais le Père René, lui, a vu son plafond s'affaisser, ses murs se fissurer, son carrelage se soulever, ses portes se coincer. Et cette maison qui périclité, c'est sa vie qui s'effrite, des décennies de souvenirs qui tombent en ruine.

Face à ce spectacle, il a pleuré. Puis a décidé de lutter.

A la veille des dernières élections communales, il a fait visiter aux représentants de chacune des listes en présence sa demeure sinistrée, le living parsemé de madriers soutenant plus mal que bien un plafond aspiré par le vide, les portes devenues impossibles à mouvoir, la cuisine où, au sol comme sur les murs, les carrelages affichent des fissures chaque jour un peu plus grandes. Tous lui ont dit leur solidarité et leur engagement à prendre des mesures s'ils arrivaient aux commandes.

Au lendemain du scrutin, le Père René voulait croire au changement. Ceux qu'ils considéraient comme les seuls crédibles et susceptibles d'agir formaient une majorité en laquelle, malgré son caractère un brin anar, il plaçait de réels espoirs. Mais deux ans plus tard, rien n'avait changé. Le trafic a continué à s'amplifier sans que rien ne soit fait pour le réguler, sinon le limiter. La maison a continué à s'abîmer et son propriétaire à se dessécher.

Il y a quelques semaines, une ambulance a emporté le Père René. A plus de nonante ans, il n'avait plus la force de s'accrocher. Contrairement à ce qu'il avait toujours souhaité, il ne finira pas sa vie chez lui, entre ces murs où il a construit son existence. Souvent, il disait : *« Je n'ai pas eu une vie facile mais je préfère avoir vécu ce que j'ai vécu que ce qui se prépare... »* Et en regardant sa maison, il ajoutait : *« Qu'est-ce que je peux faire ? Rien... Je subis et je ne peux qu'espérer que les gens changent leur comportement ou qu'on prenne des mesures qui les y obligent... »* ///

23 juin 2009

Une couche de vert ne suffira pas

Depuis que la crise financière a mis le système économique mondial le nez dans son caca, politiques, économistes et médias nous vendent du vert dans tous ses dégradés. C'est dit, répété et asséné avec la conviction d'un bénédictin : l'avenir sera vert ou ne sera pas ! La révolution a changé de couleur. Fini le rouge des combats d'antan. Désormais, la victoire se conquiert à coups de Ripolin Pantone 369. Une petite coloration et le problème devient solution : fiscalité verte, emplois verts, voitures vertes, chimie verte (sisi !), maisons vertes, économie verte... *Green is beautiful* et sauvera la Planète, ses habitants et ses entreprises.

L'unanimité et la conviction sont telles qu'il devient difficile de porter un regard critique sans paraître peine à jouir. Et c'est d'autant plus vrai qu'après avoir tiré vainement la sonnette d'alarme environnementale pendant des décennies, on devrait être à la fois soulagé et ravi de cette marée verte déferlant sur les esprits. Pourtant, le discours ambiant aux relents de chlorophylle recèle trop de simplisme(s) pour être avalisé tout cru. Certes, il est primordial, capital et vital de repenser nos modes de production et de consommation au regard de leurs atteintes à notre environnement. Mais cette remise en cause ne pourra se limiter à repeindre les murs d'un système dont les fondations sont minées. Nous ne pouvons nous passer d'une remise en cause totale, d'une analyse en profondeur de notre rapport au monde et aux choses. Le risque est grand de voir les efforts porter sur la seule réduction des émissions de gaz à effet de serre et la lutte contre les changements climatiques en ignorant ou occultant d'autres enjeux majeurs¹. Croire qu'il suffira de produire « propre » sans rien changer d'autre dans notre système économique serait la pire des erreurs car ce serait faire fi de la finitude du monde dans lequel nous évoluons et des ressources que nous y prélevons. Par-delà le « comment » produire et consommer, il y a aussi et surtout le « combien », à quelles fins, pour subve-

nir à quels besoins, dans le souci de tous ou la préservation du statut de certains ? Or, on peine à déceler cette (r)évolution philosophique dans les approches plus ou moins absconses qui fleurissent ici et là. Entre « *green deal* » et « *new sustainable deal* », on ne sait trop quels sont les termes du marché que l'on nous propose pour sauver l'avenir. Quant à la « *société en transition* » et au « *nouveau paradigme*² », ils relèvent d'une novlangue dont on peine à saisir le sens (la transition importe moins que la destination finale... qui reste mystérieuse et le dictionnaire laisse perplexe sur ce paradigme que l'on veut nouveau).

Avant de nous réjouir que le vert soit mis (à toutes les sauces), assurons-nous donc qu'il nous ouvre réellement la voie d'un futur acceptable, d'une société en rupture avec les tares l'ayant conduite dans une impasse dont le mur se rapproche dangereusement. Sans cela, nous continuerons à aller droit dedans... ///

15 septembre 2009

1 Des voitures n'émettant plus le moindre gramme de CO² resteront un problème de mobilité si elles sont trop nombreuses et continueront à être gourmandes en énergie grise; une maison passive construite au milieu de nulle part ne vaudra jamais mieux qu'un appartement à isolation moyenne situé en cœur de ville... Et la bétonisation des littoraux, l'industrialisation de l'agriculture ou le pillage des richesses naturelles du Sud, etc. sont des problématiques au-delà de l'urgence climatique.

2 Définition de « paradigme » dans Le Petit Robert : 1. GRAMM. Mot-type qui est donné comme modèle pour une déclinaison, une conjugaison 2.LING. Ensemble de points substituables situés en un même point de la chaîne parlée.

Nous sommes tous des esclavagistes

Ah, elles auront frappé les esprits, ces images de tracteurs épandant leur lait comme du vulgaire lisier à travers les champs de Wallonie et d'ailleurs. Pas sûr, pourtant, que chacun et chacune aient perçu le message véhiculé par cette voie lactée.

Si les consciences se sont émues, c'est plus souvent pour dénoncer un gaspillage jugé intolérable que pour s'associer aux revendications de producteurs poussés dans les cordes du désarroi; l'émotion face à l'acte a pris le pas sur la réflexion quant à ses motivations. Dommage, car cette fièvre qui enflamme le secteur laitier est emblématique d'une dérive affectant l'ensemble de l'économie. Car de quoi s'agit-il? D'une pression sur les prix contraignant des producteurs à céder le fruit de leur travail en deçà de son coût de revient. Autrement dit, à vendre à perte et donc à creuser chaque jour davantage la tombe de leur activité.

Les responsables de première ligne sont clairement identifiés: les laiteries et les enseignes de la grande distribution qui usent et abusent de leur position dominante pour imposer leurs conditions. Mais, *in fine* et plus globalement, ces pratiques répondent à des comportements d'achat, à des habitudes de consommation privilégiant le « meilleur prix ». Et, là, nous sommes tous parties prenantes du système: nous ne regardons plus au-delà de l'étiquette, nous avons oublié le coût des choses.

Il importe dès lors de se (re)confronter à ce qui devrait être une aveuglante évidence: la bonne affaire que nous réalisons ici est facturée cash par ailleurs. Pour chacun de ces produits que nous trouvons « vraiment pas chers », il y a une addition cachée: un environnement saccagé, une main d'œuvre exploitée, des sous-traitants sous-payés, on en passe et des pires.

Entendons-nous bien, il se ne s'agit pas de jouer les pères la morale et de fustiger celles et ceux qui doivent composer avec un pouvoir d'achat de plus en plus érodé. La quête

du prix bas est parfois une véritable stratégie de survie mais elle participe toujours d'une évolution culturelle qui a déconnecté le produit fini de son processus de production et induit que chacun a droit à tout.

Dans cette logique de consommation effrénée, nous sommes tous devenus des esclavagistes. Car hormis quelques campagnes ciblées pour des « vêtements propres » ou contre des ballons de foot cousus main par des gosses de dix ans, nous cautionnons par nos achats les pratiques peu reluisantes qui nous rendent ces acquisitions accessibles. Que nous importe, lors de l'achat d'un GSM, qu'il ait été produit en Chine dans des usines où le salaire, l'horaire et les conditions de travail nous renvoient à ce qui existaient chez nous au 19^{ème} siècle ? Que nous importe que le Coltan, minerai radioactif entrant dans la composition de cette petite merveille technologique à quelques dizaines d'euros soit extrait en Afrique au mépris de toutes normes environnementales, dans des mines où la vie humaine n'a de valeur que productive ? De même, en privilégiant la juteuse orange *Made in Spain* à 2 euros les 5 kilos, nous pensons rarement aux clandestins parqués en hangar de 50, sans eau, électricité ni sanitaires, qui en ont assurés la production et la récolte...

Il ne s'agit pas de culpabiliser, juste de susciter la réflexion. Habitué à l'abondance bon marché, nous avons en effet oublié que rien n'est gratuit... Tout a un prix et ce que nous ne payons pas est supporté par d'autres. A nous de savoir si c'est vraiment le modèle que nous souhaitons. Si non, réapprenons le coût des choses et essayons non la privation mais la modération. Cela s'avèrera d'autant plus bénéfique qu'avec le toujours plus, ce n'est jamais assez et c'est donc la frustration assurée ! ///

30 septembre 2009

Le Petit Nicolas fait la révolution

«Le système économique dominant n'est plus la solution mais bien le problème.» - «Le superflu des uns est sans limites alors que l'essentiel des autres n'est même pas satisfait...» - «Je m'insurge contre ce capitalisme triomphant qui a tout marchandisé.»

Ces déclarations ne sont pas extraites des Actes fondateurs de la III^{ème} Internationale socialiste, d'un discours du Leader Maximo à l'apogée de sa gloire ou d'une diatribe médiatico-passionnelle d'Olivier Besancenot. Elles constituent quelques-unes des sentences sans appel que véhicule «Le syndrome du Titanic», le film de Nicolas Hulot (et Jean-Albert Lièvre, on l'oublie trop souvent).

C'est que le promoteur du Pacte écologique a viré sa cuti consensuelle pour se livrer à un réquisitoire sans concessions à l'encontre de la société telle qu'elle va. Le producteur-animateur d'Ushuaïa semble avoir découvert que derrière les images aussi belles que lisses des merveilles du monde se cache un monde qui n'a rien de merveilleux. Au tournant de la cinquantaine, le Zébulon vibronnant aux quatre coins de la Planète en quête de chocs naturalo-esthétiques paraît assailli des troubles existentiels qui taraudent habituellement les esprits post-adolescents. Renversant la célèbre formule de Clémentineau - *«Celui qui n'est pas révolutionnaire à 20 ans est un égoïste ; celui qui le reste à 40 est un imbécile»* - le Petit Nicolas a endossé sur le tard ses habits de guérillero anti-consumériste. Et le moins que l'on puisse écrire est que cela ne plaît pas à tout le monde. Voire que cela ne plaît à personne. Ses contempteurs d'hier ne comprennent pas cette poussée de fièvre révolutionnaire tandis que ses adversaires de toujours y trouvent du nouveau grain à moudre au moulin de leur rancœur. Alors, chacun y va de son attaque plus ou moins franche et opportune contre celui qui a surtout le tort d'être trop populaire pour être cru honnête.

Le Professeur Allègre, qui sait de quoi il parle, le qualifie d'*«imbécile»*. Le très droitier et bien pensant *Figaro* ouvre ses colonnes¹ à Jean de Kervasdoué, auteur de «Les chevaliers de l'apocalypse»² dont le pedigree nécessite une note de bas de page³ pour descendre en flèche *«(...) le héros de la médiasphère bien pensante»*, celui qui est *«(...) écologiste avec le cœur, écologiste politique. Or, l'écologie politique n'est pas plus scientifique que ne le fut le marxisme, qui pourtant l'a longtemps prétendu et en a*

retiré, plusieurs décennies durant, une partie de sa triste légitimité.» Et de considérer que «sa remise en cause de la modernité à l'aide d'images catastrophiques ne peut pas prendre auprès de ceux qui ont plus de 20 ans dans le tiers du monde et plus de 50 ans dans les pays développés. Car les seniors occidentaux savent que depuis la guerre l'espérance de vie en France a augmenté de plus de vingt ans et que ces années furent aussi des années passées en meilleure santé. Nous nous souvenons aussi que le prix de la nourriture a fortement baissé, qu'elle est également d'infiniment meilleure qualité qu'à la fin des années 1950, grâce à la chaîne du froid, aux transports, aux engrais et aux pesticides. Soulignons une évidence qui semble s'oublier: les pesticides sont destinés à tuer des «pestes», certes on ne peut plus naturelles, mais néanmoins dangereuses pour l'homme car elles produisent des toxines dont la quasi-disparition a fait notamment baisser de manière spectaculaire les cancers gastriques. Peut-on également oublier que nous jouissons aujourd'hui du fait de ne plus avoir chaud ou froid. Qui peut prétendre que la climatisation en voiture par une belle journée d'été n'est pas un confort ?(…)»⁴

Et Daniel Cohn-Bendit poursuit la charge en piétinant pour l'occasion sa détroque de «Dany le Rouge»: «Nicolas Hulot fait partie de ceux qui sont dans une démarche telle que, in fine, la régulation démocratique ne suffit plus puisqu'il y a urgence. S'il continue comme ça, où va le conduire la radicalité de sa pensée? Dire qu'il y a urgence, cela ne veut pas dire qu'il faut imposer. Le danger d'un certain argumentaire de la radicalité écologique, comme de la radicalité sociale, c'est de mettre entre parenthèses la démocratie. (...) Le propre de toute idéologie - de droite, de gauche ou écologique -, c'est d'être sûre d'avoir raison. Quand on dit «Il n'y a pas d'autre solution», c'est la fin.»⁵

Imbécile, passéiste et dogmatique doctrinaire aux frontières de la dictature: la critique ne fait pas dans la nuance! Et on n'a encore rien dit des «opposants historiques» d'Hulot qui, d'une part, stigmatisent un film produit avec l'argent de L'Oréal (La Fondation Bétancourt), d'un opérateur de téléphonie mobile (Orange, filiale de France Télécom) et du maître d'œuvre de la toute puissante filière nucléaire française (EDF-GDF-Suez) et, d'autre part, dénoncent un homme au double discours dont les revenus auraient peu à voir avec la simplicité volontaire et dont les sympathies chiraquiennes puis sarkozistes – lesquelles témoignent d'une grande ouverture humaine tant ces deux-là s'opposent et se rejettent comme des aimants de même pôle! - seraient incompatibles avec le discours tenu. Les humoristes trouvent dans tout cela matière à la caricature (trop) facile tandis que les polémistes se gargarisent de grands principes déconnectés du réel.

Essayons dès lors de prendre un peu de recul et de remettre chaque chose à sa juste place, à commencer par ce «Syndrome du Titanic» dont on a trop tendance à oublier qu'il est avant tout un film et doit (aussi, sinon surtout) être considéré sous cet angle cinématographique. Et de ce point de vue, le moins que l'on puisse écrire est que l'œuvre ne marquera pas l'histoire du 7ème art...

Démarche conceptuelle naviguant entre télévision scolaire sous psychotrope et ode visuelle introspective, ces 93 minutes de pellicule constituent un OFNI (Objet filmé non identifié) qui laisse perplexe. Ni documentaire, ni fiction, «Le syndrome du Titanic» ne (dé)montre pas, ne raconte rien; c'est une mise en images plus ou moins jolies et édi-fiantes des introspections métaphysico-existentialistes de Monsieur Hulot. Des ques-

tionnements débités sur un ton dont on ne sait s'il est habité ou geignard mais qui relève en tout cas d'un nouveau concept : *le slow speech*. Au final, on se trouve plus près de la poésie que du pamphlet et, comme chacun le sait, la poésie, on y est réceptif... ou pas. En ce qui me concerne, j'aurais préféré ici la passion d'un appel à la révolte plutôt que la litanie d'une longue prière incantatoire. Ceci étant acté, il convient de remarquer que « Une vérité qui dérange » d'Al Gore tutoyait elle aussi le niveau zéro du cinéma sans susciter de polémique... Alors, pourquoi ce déchaînement de critique(s) ?

Sans doute parce que, pour la première fois, un personnage public jouissant d'un capital popularité et sympathie considérable ose un discours politiquement et économiquement incorrect. On vient de le voir, la forme de sa diatribe peut être contestée mais le fond a le courage des constats qui fâchent et des questions qui dérangent. Il ne craint pas d'attaquer le dogme de la croissance - « *Je m'insurge contre ce principe de croissance qui n'a d'autre objectif que lui-même.* » - et appelle à l'action contraignante alors que l'on se complaît généralement dans la sensibilisation bien pensante - « *Nous sommes inaptes à la limite. Nous devons alors la quêmander, supplier les politiques de nous l'imposer.* »

Alors, les uns condamnent cette radicalité qui serait non démocratique et passéiste tandis que les autres ne tolèrent pas de voir l'ennemi d'hier et de toujours marcher sur leurs platebandes idéologiques. On opposera aux premiers que la gravité du problème impose des solutions d'exception ; quant aux seconds, on les invitera à une tolérance minimale.

Certes, si l'Homme Nicolas voulait être fidèle à ses principes, il devrait claquer la porte d'une chaîne (TF1) dont le patron historique (Patrick Le Lay) avouait sans pudibonderie proposer des programmes ayant pour vocation première de mettre du « *temps de cerveau disponible* » à disposition de ses annonceurs publicitaires... et contribuer ainsi à la société de l'abondance et du gaspillage que « Le syndrome du Titanic » fustige. Le citoyen Hulot sortirait grand d'un coup d'éclat l'amenant à stopper « Ushuaïa » sur une chaîne commerciale pour lancer « Tromsø »⁶ sur la télé publique. En attendant cet hypothétique transfert, évitons de tomber dans des postures de vierge effarouchée : le monde est ce qu'il est et il faut faire avec pour le changer. Boycoter le film, comme certains le font et /ou y appellent, relève d'un intégrisme aussi vain que déplacé.

On peut aussi s'étonner, regretter voire fustiger le fait qu'Hulot ne découvre qu'aujourd'hui la réalité du monde, qu'il prenne seulement conscience du fait que les Hommes ne traversent pas la vie dans les mêmes conditions, que quelques-uns voyagent en 1^{ère} classe, d'autres en 2^{ème} et beaucoup trop en wagons à bestiaux. Mais faut-il lui reprocher de ne pas être tombé dans le bouillon écologique et social quand il était petit ou au contraire doit-on se féliciter de cette conversion, même tardive ? Après tout, si Jean-Pierre Hanssen (patron d'Electrabel) ou Anne Lauvergeon (présidente du directoire d'Areva, LE groupe industriel français spécialiste de l'atome) se lançaient demain dans une condamnation de l'énergie nucléaire, on se réjouirait de ce retentissant retournement de veste... Non ?

Enfin, on peut regretter la nature des partenariats financiers ayant permis à ce film d'exister mais il faut bien prendre l'argent là où il se trouve. Il eut sans doute été préférable qu'Hulot puisse réaliser son brûlot avec des fonds ne provenant pas du système qu'il dénonce mais faute de cette alternative et pour autant que ses producteurs

n'influent pas sur le contenu, on peut (?) s'accommoder de cette concession éthique. Evitons l'indignation sélective: le Chevalier Blanc Michael Moore conduit sa petite entreprise sur des voies pas toujours en phase avec la philosophie de ses pamphlets sans que cela semble choquer quiconque. Et les deux principaux quotidiens de gauche français, « Libération » et « L'Humanité » ne doivent leur survie qu'à des capitaux injectés par ces « grands groupes capitalistes » qu'ils fustigent dans leurs pages, à savoir la famille de Rotschild pour l'un, les groupes Lagardère et TF1 pour l'autre. C'est regrettable, lamentable, déplorable mais c'est ainsi et sans doute préférable à l'extinction définitive de ces voix discordantes. Machiavel reste d'actualité : « *La fin justifie les moyens...* » Le « Syndrome du Titanic » a un mérite majeur, à la fois insignifiant et capital, c'est d'exister. Toute cause a en effet besoin de héros, de figures emblématiques, pour triompher. Qu'un peuple comme Hulot défende la notion de décroissance n'engendrera certes pas une révolution en faveur du concept mais peut l'aider à percoler dans toutes les couches de la société.

Au lieu de s'enfermer dans des querelles de principes aussi stériles qu'infantiles, mieux vaudrait s'unir pour contribuer à enfoncer au plus profond tout coin planté dans l'omniprésence et l'impérialisme de la pensée dominante.

« *Hasta la victoria siempre, Che Nicolas !* » ///

15 octobre 2009

1 Edition du 13 octobre 2009

2 Professeur titulaire de la chaire d'Économie et Gestion des services de santé au Conservatoire national des arts et métiers, ancien directeur des hôpitaux au ministère de la Santé, a été président directeur général de SANESCO, responsable des études économiques à l'Assistance publique-Hôpitaux de Paris et maître de recherche à l'école Polytechnique

3 Editions Plon, 2007

4 Et le procureur de poursuivre sa logorrhée assassine: « *Pourquoi manger bio dans les cantines scolaires, ou chez soi? Deux études, l'une française, l'autre anglaise, montrent qu'il n'y a aucun bénéfice en termes de santé ou en termes de goût à manger « bio ». Chacun sait aussi que non seulement les produits « bio » sont plus onéreux mais qu'ils se conservent mal du fait de la présence de parasites « naturels ». Certes les cultures « bio » protègent plutôt bien l'environnement, mais à quel prix ! Il faudra bien nourrir les 2,5 milliards d'humains qui s'annoncent. Ne peut-on pas protéger l'environnement autrement? Cela est possible, notamment par les améliorations génétiques et les herbicides qui peuvent dès aujourd'hui diviser par neuf le gasoil utilisé par hectare. Mais les croyants aux bienfaits du « bio » préfèrent l'invective au dialogue. On n'est pas dans l'ordre du débat scientifique, mais dans celui des croyances quasi religieuses : les partisans du « bio » excommunient plus facilement qu'ils n'argumentent. (...) De même, la désinformation sur les OGM est considérable. Les Français ignorent ainsi que l'amélioration du traitement des diabétiques vient d'un OGM. Que les cochons nationaux sont nourris au soja américain génétiquement modifié. Mais les porcs ne deviennent pas phosphorescents et il m'arrive d'en manger! (...) Enfin, faut-il l'accompagner dans son soutien de la taxe carbone? Supposons (ndla: Admirez au passage ce « supposons »...) qu'il soit urgent et nécessaire de limiter la croissance des gaz à effet de serre. On est alors en droit de se demander si c'est le moyen le plus efficace pour y arriver. On peut en douter. En effet, on sait que chaque milliard de dollars de production en Inde et en Chine s'accompagne d'un rejet de gaz à effet de serre 15 fois supérieur à une production comparable en France. Ne faut-il donc pas mieux aider ces pays plutôt que de taxer les Français? »*

5 in « Marianne » n°650 du 3 au 9 octobre 2009

6 Alors qu'Ushuaïa (Argentine) est la ville la plus au sud de la planète, Tromsø (Norvège) est celle située la plus au nord.

Le syndrome L'Oréal

Ce mardi 27 octobre, l'usine L'Oréal de Libramont (Province de Luxembourg) a inauguré en grande pompe et en présence du Premier ministre Van Rompuy une unité de biométhanisation lui fournissant électricité et chaleur neutres en CO². Mieux : cette installation produisant plus que nécessaire pour couvrir les besoins de l'entreprise, de l'électricité 100% verte équivalant à la consommation de quelque 4.000 ménages sera injectée sur le réseau.

Là, le chroniqueur environnemental se doit d'applaudir des deux mains et de se féliciter d'une démarche allant indéniablement « dans le bon sens ». *Clap-clap-clap*, donc, puisque cet effort énergétique le vaut bien.

Mais l'observateur lucide (« cynique », diront certains que je renverrai à Stendhal : « *L'homme qui pense, s'il a de l'énergie et de la nouveauté dans ses saillies, vous l'appelez cynique.* »), l'observateur lucide, écrivais-je, ne saurait toutefois considérer la chose comme une avancée environnementale majeure. Certes, il est préférable pour la santé de la Terre (et les finances de l'entreprise) que cette usine fonctionne avec une énergie « propre » et d'origine renouvelable qu'avec du pétrole qui pollue et s'épuise. Mais les 33 autres unités de production du groupe disséminées à travers le monde se mettraient-elles également au vert que cela n'enlèverait pas à L'Oréal son statut de menace pour les équilibres naturels. Car on ne le répètera jamais assez : il ne suffit pas de repeindre en vert notre système consumériste pour solutionner le problème vital auquel notre petite planète est confrontée. Même si nous passions par magie dans le monde merveilleux du *new sustainable & green deal* où nos déplacements se feraient essentiellement à pied et à vélo, où les véhicules automoteurs fonctionneraient tous à l'électricité d'origine renouvelable, où on serait tous devenus des végétariens mangeant bio, où nos logements super isolés réduiraient à rien les consommations de chauffage, etc., cela

dévierait à peine notre course vers le mur si, dans le même temps, nous continuons à produire et à consommer sans discernement ni retenue comme nous en avons pris l'habitude. Le déni collectif ne changera rien au caractère implacable du constat : notre salut passera impérativement par une réduction de nos demandes.

Le cas de L'Oréal illustre parfaitement la réalité à la fois évidente et complexe avec laquelle nous sommes aujourd'hui aux prises. Le recours à la biométhanisation est certes une bonne chose en soi mais le potentiel de cette technique étant limité (les végétaux nécessaires au processus ne sont pas infinis), il faudra, à un moment ou à un autre, s'interroger sur les usages auxquels on la réserve. Et on peut raisonnablement douter que la production de cosmétiques s'inscrive en tête de liste...

La nature de ces produits cosmétiques mérite également que l'on s'y arrête. D'une part, ils relèvent sans contestation possible de la catégorie des besoins «superflus», créés et entretenus à grand renfort de campagnes publicitaires : 30% du chiffre d'affaires du groupe (qui se montait à 17,1 milliards d'euros en 2007) est consacré à la publicité et à la promotion des ventes ; cela se passe de commentaires. D'autre part, ils apparaissent loin d'être respectueux de la santé de l'environnement et des humains qui les utilisent puisque l'immense majorité d'entre eux sont classés «rouges» dans le «Guide des cosmetox» établi par Greenpeace. Plus globalement, et nous entrons là dans une grille d'analyse qui reste pour l'instant imperméable au plus grand nombre, l'existence même de cette production doit être interrogée. La stratégie de croissance de l'entreprise (légitime puisque c'est là sa seule raison d'être) qui s'attaque aujourd'hui au marché chinois et son milliard de consommateurs potentiels implique en effet de mobiliser toujours davantage et en concurrence avec d'autres usages des ressources naturelles et matières premières qui ne sont pas inépuisables. La pression que cette demande fait peser sur l'environnement s'avèrera à terme aussi (sinon plus) néfaste que les émissions de gaz à effet de serre qui auraient été générées sans le recours à une énergie propre.

Les enjeux auxquels nous sommes aujourd'hui confrontés sont colossaux et dépassent souvent le niveau d'entendement et la capacité d'acceptation de «l'opinion publique». Par crainte de la choquer, de susciter le déni et le rejet, on a alors tendance à présenter une version soft des choses. Ainsi, on focalise le débat sur la problématique climatique car en remettre une couche sur la finitude – et l'indispensable partage - des ressources en serait trop pour des consciences habituées à être caressées dans le sens de l'abondance égoïste. On prône l'utilisation des transports en commun, les «éco-gestes», l'isolation des bâtiments sans oser remettre frontalement en question nos habitudes de consommation, notre mode de vie. C'est le «syndrome L'Oréal» : on se laisse aveugler par l'éclat du vernis vert, on applaudit à des mesures dont l'impact s'avèrera in fine marginal. On positive, au risque de laisser croire que tout pourra continuer comme avant, *«qu'il suffira de changer la vitesse de notre course alors que c'est la trajectoire de celle-ci que nous devons modifier».*

Il ne reste dès lors que les cyniques pour appeler à la révolution des comportements alors que les esprits ne sont même pas encore prêts pour la réforme... ///

29 octobre 2009

Copenhague Disco Club, with DJ Kofi & Guests

Nul ne sait si le Sommet de Copenhague accouchera d'une souris, d'un éléphant ou d'un traité mort-né mais il est d'ores et déjà acquis que l'événement aura donné lieu à une mobilisation artistico-mondaine d'une ampleur inégalée depuis le Life Aid initié par Bob Geldof en 1985 pour secourir les victimes de la famine en Ethiopie.

Dans le plat pays qui est le nôtre, le réalisateur Nic Balthazar a mis son talent et son énergie au service de la cause, réussissant à fédérer le ban et l'arrière ban de l'industrie audio-visuelle et à faire danser 12.000 figurants pour mettre en boîte un clip à travers lequel les citoyens du Royaume (et d'ailleurs) sont appelés à se mettre en mouvement pour botter le cul des décideurs réunis à Copenhague.

Ce coup d'éclat national apparaît toutefois dérisoire au regard de la machine de guerre mise en branle par Kofi Annan.

L'ancien Secrétaire général des Nations Unies, Prix Nobel de la Paix millésime 2001 et actuel Président du Forum Humanitaire Mondial a en effet lancé une campagne baptisée « Time for Climate Justice » dont le casting laissera bouche bée les amateurs de pedigree People. DJ Kofi propose ainsi une reprise (artistiquement pathétique mais on absoudra cette offense au bon goût et aux tympans en retenant l'excuse de la bonne volonté de bien faire) du « Beds are burning » de Midnight Oil massacrée – pardon : interprétée... – par Amadou et Mariam, Youssou N'Dour, Lilly Allen, Duran Duran, Yannick Noah, les Scorpions, Charlie Winston, Jamie Cullum, Guillaume Canet, Marion Cotillard, Fergie from the Black Eyed Peas and many else (mais sans Michael Jackson, excusé pour cause de décès prématuré). Il affiche par ailleurs une liste de parrains à faire verdier de jalousie le « Bottin mondain » et devenir zinzins les tenants d'une orthodoxie idéologique foulée ici au pied par des apparentements terribles. Se côtoient en effet dans ce

listing aussi prestigieux qu'improbable des personnalités aussi diverses voire antagonistes que Monseigneur Desmond Tutu, archevêque sud-africain Prix Nobel de la Paix 1984 ; Ted Turner, PDG de CNN ; les Présidents de la République allemande et de la Confédération helvétique ; Mohammed Yunus, le pape du micro crédit, Prix Nobel de la Paix 2006 ; la Reine Raïna de Jordanie ; Michel Camdessus, ancien directeur du Fonds Monétaire International et James Wolfershom, ancien Président de la Banque mondiale ; le CEO (Chief Executive Officer, en clair : le Boss) d'Havas, principal groupe publicitaire mondial... Et pour aller jusqu'au bout du grand écart, l'opération affiche une liste de soutiens/sponsors où Greenpeace côtoie les Galeries Lafayette, Oxfam flirte avec Pernod Ricard, le WWF tutoie Kraft et Amnesty International défile avec Marks & Spencer. Ce grand tout indifférencié justifiable au nom d'un pragmatique «*La fin justifie les moyens*» échoue toutefois dans son objectif de mobilisation. En deux mois, la chanson a été visionnée moins de 400.000 fois sur YouTube (alors que la moindre vidéo bénéficiant d'un buzz y atteint le million de vues en quelques jours) et le projet comptabilise moins de 20.000 fans sur Facebook...

Le bilan belge n'est guère plus positif : «L'Appel pour Copenhague» de la Coalition Climat (qui regroupe plus de 80 organisations actives des deux côtés de la frontière linguistique dont les syndicats, les mouvements scouts, la Ligue des familles, etc., soit un potentiel de plusieurs millions de personnes) a récolté à ce jour... 600 signatures. Seul le clip de Nic Balthazar relève le gant de la popularité grâce à l'enthousiasme de son concepteur qui squatte les médias et la curiosité des 12.000 figurants désireux de se voir et se montrer à leurs amis, collègues, parents...

Dit plus clairement et plus crûment : Copenhague, le peuple s'en fout ! On a beau agiter sous son nez les chiffons rouges les plus écarlates qui soient, il n'est pas prêt à s'exciter pour le climat. Que l'enjeu l'indiffère ou le dépasse importe peu ; ce qui compte, c'est que le politique va se retrouver confronté à l'essence même de sa mission : avoir une vision à long terme, anticiper, choisir et agir pour le bien commun, que ses choix et actions soient populaires ou non.

En 1985, le Life Aid de Geldof avait mobilisé les foules émues par les images télévisées d'enfants décharnés crevant de la faim et de notre indifférence. Concerts et disques avaient permis de récolter plusieurs dizaines de millions d'euros. Dans la foulée, les Nations Unies s'étaient engagées à réduire de moitié le nombre de victimes de la malnutrition dans le monde à l'horizon 2015. 25 ans plus tard, à 5 années de l'échéance onusiennes, les choses ont bel et bien changé, mais pas dans le sens escompté. La faim tue toujours en Ethiopie, mais aussi en Somalie, au Soudan, au Niger... Selon les chiffres officiels, le nombre de personnes souffrant de la famine a non pas diminué de moitié mais doublé depuis trente ans et se situe aujourd'hui au-delà du milliard... Sans que plus grand monde ne s'en émeuve. Cela démontre l'évanescence des mobilisations humaines mais aussi la difficulté pour la communauté internationale de tenir ses propres engagements.

On se gardera donc de tirer du bide de DJ Kofie & Guests la moindre indication quant à l'issue du Sommet. On adoptera au contraire une «positive attitude» considérant que Copenhague offre aux décideurs une occasion unique de démontrer avec éclat le rôle et l'importance d'un pouvoir politique allant au-delà des élans de la rue. Mais on restera

dans le même temps conscients qu'un accord ambitieux ne constituerait que le premier pas sur un chemin aussi long que sinueux et semé d'embûches. Le passé nous a démontré avec la famine, mais aussi le SIDA, l'accès à l'eau potable ou encore la lutte contre la pauvreté que les bonnes et grandes résolutions ne suffisaient pas. Une lutte de tous les instants s'avère nécessaire si l'on veut passer des déclarations de principe aux actes. Et c'est là que la mobilisation citoyenne sera véritablement capitale. ///

12 novembre 2009

Qui aime le vent récolte la tempête

Dans la file des clients parfumés et mal réveillés attendant leurs croissants dominicaux, la dame soliloque sa révolte. Elle est sous le choc, atterrée, en colère. Et l'apathie de son auditoire improvisé attise sa fièvre. C'est incroyable!!! Comment peut-on rester sans réaction face à un tel scandale? Comment peut-on accepter l'intolérable comme étant inéluctable? Il faut se mobiliser, s'organiser, résister!

Le trauma semble sérieux mais personne n'ose s'enquérir de ses causes. Si le silence peut passer pour de l'indifférence, la curiosité, elle, apparaît malsaine. On écoute donc sans savoir et en échafaudant des hypothèses quant au drame qui frappe la pauvre femme. S'est-elle fait insulter? Agresser? Cambrioler? Peut-être son chien a-t-il été renversé par un de ces automobilistes frustrés et frustrés qui transforment les rues du village en piste d'essai pour leurs accélérateur et circuit de freinage? A moins que la victime ne soit pas son chien mais un voisin... Ou un enfant.

L'imagination n'aura pas l'opportunité de gambader davantage. Alors que son exaltation a fini par dissiper les relents de sommeil qui embrumaient les esprits, la passionaria crache le morceau: des éoliennes!!! «Ils» veulent installer des éoliennes à deux pas d'ici! On ne peut pas se laisser faire. C'est le caractère rural du village qui est en jeu. Il est urgent d'exprimer son opposition. Il faut s'unir. Ensemble, on peut faire reculer ces cupides prêts à sacrifier nos paysages pour leurs profits! «*El pueblo unido jamas sera vencido!*» Et pas question de contre-argumenter, d'évoquer la nécessité de développer les sources d'énergies renouvelables, de risquer que, somme toute, des éoliennes, ce n'est pas plus moche que les pylônes d'antennes GSM qui sont venus zébrer l'horizon sans que personne ne s'en émeuve, de constater en le déplorant que le «caractère rural» du village s'est depuis longtemps dilué dans ses voiries s'apparentant à des parkings et dans l'architecture indigente des dizaines de villas qui y ont surgi avec l'ar-

rogance iconoclaste de l'acné investissant le visage jusque là parfait d'une adolescente. Le traître à la cause a tôt fait d'être discrédité : facile de faire la morale quand on n'est pas directement concerné ; là où il habite, ce n'est pas lui qui se prendra les pales dans le champ de vision !

Petit à petit, le rendez-vous boulanger se mue en meeting. Les yeux lourds sont oubliés. Attentifs et inquiets, les amateurs de viennoiseries font désormais cercle autour de celle qui sait. Ça papote et ça complot. On parle odeur et bruit, hauteur et ennui. On programme une réunion pour organiser la résistance. Et on évoque tous les ailleurs où – « *C'est tellement évident...!* » – ces moulins à vent auraient mieux leur place.

Depuis ce petit matin nerveux, les affiches dénonçant le projet ont fleuri aux fenêtres, une pétition circule, deux nouveaux lotissements sont sortis de terre et il est de plus en plus difficile de circuler à pied ou à vélo sans risquer son intégrité physique. ///

26 novembre 2009

La question climatique ne nous concerne plus (Enfin, presque...)

Ah, ils étaient heureux, les militants environnementaux, au soir de la «Vague pour le Climat» qui a vu quelque 15.000 personnes déferler – enfin, plutôt «ruisseler» tant l'hétérogénéité du rassemblement nuisit gravement à son dynamisme – dans les rues de Bruxelles. Ils affichaient la fierté jubilatoire et un brin niaise du puceau goûtant aux plaisirs de la chair après des mois voire des années de douloureuse (ré)pression hormonale. C'est qu'ils en avaient rêvé de ce grand jour... 15.000 personnes ! Jamais la cause écologique n'avait rassemblé autant de monde dans notre pays. C'était le couronnement de plusieurs décennies de combat austère, de prêches dans le désert, de mises en garde snobées et d'appels à l'action ignorés. Ce 5 décembre 2009, syndicats, mouvements de jeunesse, organisations nord-sud, altermondialistes et «simples» citoyens se retrouvaient aux côtés des convaincus de la première heure, les quelques centaines d'environnementalistes ayant depuis longtemps conscience de l'enjeu climatique. Le message avait enfin percolé. La société civile se l'était approprié.

Le même phénomène se reproduisit à Copenhague lors de la marche organisée en marge de la Conférence des Nations Unies sur les changements climatiques. 30.000 selon la police, 100.000 selon les organisateurs, peu importe le nombre exact des manifestants. Ce qui prime, c'est leur diversité, la même qu'à Bruxelles renforcée par une mouvance anti-capitaliste déjà présente chez nous mais décuplée dans la capitale danoise.

La sentence peut paraître paradoxale mais cette mobilisation à large échelle confortée par la place que les médias accordent désormais à la question climatique devrait *de facto* marquer la fin du combat environnemental sur le sujet. Entendons-nous bien : il ne s'agit pas de prôner ici l'abandon total du dossier et le désintérêt absolu par rapport à un enjeu qui est (très, très) loin d'être réglé. Un suivi attentif et un lobbying sans conces-

sions resteront de mise. Mais le combat contre le « réchauffement global » ne devrait plus accaparer les énergies comme il l'a fait jusqu'à présent. Le temps de la sensibilisation et de la conscientisation est passé ; la balle se retrouve aujourd'hui dans le camp des politiques et là, il faut savoir être modeste, le poids des environnementalistes pèse peu dans la balance des décisions... Mieux vaut dès lors qu'ils se recentrent sur un rôle dans lequel ils excellent, celui d'agitateurs d'idées et d'avant-garde éclairée.

On l'a vu avec la question climatique mais ce fut également le cas avec la lutte contre les pesticides, la dénonciation de la bétonisation effrénée ou la mise en cause des agrocarburants : le mouvement environnemental démontre une formidable capacité à « anticiper » les problèmes à venir. Parce qu'il prend le temps de lever la tête du guidon, qu'il s'efforce de regarder au-delà du lendemain ou du surlendemain, parce qu'il n'a d'autre intérêt que la défense et la préservation du patrimoine collectif, il sert souvent d'éclairer prévenant des pièges et dangers qui guettent au détour de nos choix. Cette situation amenant à « avoir raison avant tout le monde » n'est pas toujours facile à vivre. Elle implique d'être parfois considérés comme des hurluberlus déconnectés de la réalité, des peines à jouir refusant les avancées de la technologie voire des nostalgiques de la lampe à huile et de la carriole à chevaux... La disproportion des forces en présence peut générer un sentiment d'inutilité et de lassitude, l'impression désespérante de se battre contre des moulins à vent. Qu'importe. Ce rôle d'empêcheur de consumer en paix s'avère fondamental et doit continuer à être pleinement investi.

Alors, même s'il serait sans doute plus valorisant de poursuivre une implication corps et âme dans la question climatique, histoire de récolter les fruits pratiques, politiques et médiatiques du long et pénible travail accompli dans l'ombre, il convient aujourd'hui de passer à autre chose, de se concentrer sur l'enjeu qui, demain, prendra le relais – ou complètera – la lutte contre le réchauffement global. Et cet enjeu, est d'ores et déjà identifié : la décroissance.

La partie ne va pas être simple. Mettre cette question sur la table à l'heure où la crise économique et ses conséquences sociales hantent le quotidien du public s'apparentera pour beaucoup à de la provocation. Appelé à se prononcer sur la question lors d'une interview diffusée sur Arte (le 6 juin dernier), Daniel Cohn-Bendit a ainsi taxé les promoteurs de la décroissance de « *cinglés* ». C'est clair et concis à défaut d'être étayé et convaincant. Dans un autre style, l'essayiste Pascal Bruckner c'est lui aussi lâché dans « M », le supplément du « Monde » en date du 6 mai 2009 : « *La dépression actuelle est, pour beaucoup, l'occasion de remettre en musique le vieil idéal ascétique. Entendez la longue cohorte des cafards, des bigots, à droite et à gauche, qui nous prêchent du "il est temps de se serrer la ceinture, de revenir à la lampe à huile et à la carriole à cheval."* » (...) « *L'avarice (dont l'étymologie est la même qu'avidité) est devenue, en ce début de siècle, une vertu civique, en quoi nos activistes verts et autres décroissants se tiennent sous la coupe d'un ethos utilitariste qui les obsède.* » (...) « *Rien de plus laid, de plus tordu que l'éloge de la pauvreté mené par certains doctrinaires, comme si elle était par elle-même dotée d'une vertu suprême.* » (...) « *Le goût des aises n'est pas obscène ou*

ramollissant, il est émancipateur (...) le consumérisme va de pair avec la passion d'être soi, et la technique, contrairement à ce que croient les passésistes, n'est nullement artificielle, elle est devenue une seconde nature, une extension de notre système nerveux qui agrandit chacun de nous.» Outrancier et prêtant à une analyse subjective statut de vérité scientifique, ce propos n'en comporte pas moins une part de vérité qui explique à elle seule la complexité de la démarche à entreprendre: «(...) *le consumérisme va de pair avec la passion d'être soi (...)*» On ne peut effectivement nier que nous vivons dans une société où l'affirmation de soi passe par la consommation, souvent effrénée et ostentatoire. L'importance sociale aujourd'hui accordée à la voiture en constitue une illustration édifiante.

Le travail à mener s'annonce donc ardu car il implique une remise en question d'un mode de vie et d'un système de valeurs intégrés par le plus grand nombre. C'est pourtant une priorité absolue. Car quand le monde se sera enfin mis d'accord sur des mesures de lutte contre les émissions de gaz à effet de serre qui étouffent la Planète, il devra s'interroger sur la viabilité de son modèle économique basé sur des productions et consommation infinies au sein d'un univers fini... Indépendamment du CO₂ et autres gaz qui nous perturbent l'atmosphère, nous ne pourrions en effet continuer à puiser indéfiniment dans l'héritage de la Terre: ressources et matières premières vont inexorablement se tarir et lorsque la prédiction se muera en évidence, il sera trop tard pour changer le cours des choses. L'«équation du nénuphar» développée, entre autres, par Albert Jacquard rend parfaitement compte de cette distorsion du temps et de l'urgence: «*Imaginons un nénuphar planté dans un grand lac qui aurait la propriété héréditaire de produire, chaque jour, un autre nénuphar. Au bout de trente jours, la totalité du lac est couverte et l'espèce meurt étouffée, privée d'espace et de nourriture. Question: Au bout de combien de jours les nénuphars vont-ils couvrir la moitié du lac? Réponse: non pas 15 jours, comme on pourrait le penser un peu hâtivement, mais bien 29 jours, c'est-à-dire la veille, puisque le double est obtenu chaque jour. Si nous étions l'un de ces nénuphars, à quel moment aurions-nous conscience que l'on s'apprête à manquer d'espace? Au bout du 24^{ème} jour, 97% de la surface du lac est encore disponible et nous n'imaginons probablement pas la catastrophe qui se prépare et pourtant nous sommes à moins d'une semaine de l'extinction de l'espèce... Et si un nénuphar particulièrement vigilant commençait à s'inquiéter le 27^{ème} jour et lançait un programme de recherche de nouveaux espaces, et que le 29^{ème} jour, trois nouveaux lacs étaient découverts, quadruplant ainsi l'espace disponible? Et bien, l'espèce disparaîtrait au bout du... 32^{ème} jour.»* Il appartient dès lors au mouvement environnemental de jouer les poissons pilotes sur cette question comme il l'a fait sur la question climatique. ///

17 décembre 2009

Rendez-vous récurrent et addictif de « nIEWs », la lettre d'information de la Fédération Inter-Environnement Wallonie, « La Lorgnette » porte un regard différent, décalé et sans concession sur l'actualité environnementale. Vagabondant entre chronique et édito, elle analyse et commente les faits, gestes et événements révélateurs de l'époque. Sa volonté : aller au-delà des apparences, gratter le vernis du politiquement correct pour mettre à jour les vérités qui dérangent. Son objectif : empêcher de penser en rond, confronter nos choix à leurs conséquences. Ses armes : la lucidité, l'humour et le cynisme tel que définit par Stendhal : « *L'homme qui pense, s'il a de l'énergie et de la nouveauté dans ses saillies, vous l'appelez cynique* ».

Que ce soit pour dénoncer le mythe de la croissance verte, interpeller notre consumérisme esclavagiste ou pointer la schizophrénie d'une société qui prétend se soigner tout en chérissant ses maux, le propos est parfois iconoclaste, souvent provocateur mais toujours pertinent.

Cet ouvrage rassemble les textes publiés tout au long de l'année 2009. Vous pourrez prolonger et renouveler le plaisir de sa lecture en découvrant tous les 15 jours dans « nIEWs » une nouvelle « Lorgnette ».

Editeur

Fédération Inter-Environnement Wallonie asbl
6, boulevard du Nord - 5000 Namur
t. 081 25 52 80
f. 081 22 63 09
info@iewonline.be